

La société chinoise face au changement climatique

HE GANG

Au moment de la signature par la Chine du Protocole de Kyoto à l'Organisation des Nations unies le 29 mai 1998 (la ratification interviendra le 30 août 2002), la majeure partie de la population chinoise ignorait presque tout de la question du réchauffement climatique. Malgré une multiplication des politiques gouvernementales durant les années 1990⁽¹⁾, la société chinoise était totalement absente des initiatives de lutte contre le réchauffement climatique. Néanmoins, comme l'a rappelé Pan Yue, le ministre chinois de l'Environnement, « sans la participation du public, il ne peut y avoir de protection de l'environnement. » La mobilisation et la participation active de la société chinoise sont d'autant plus importantes que la bataille contre le réchauffement climatique va se livrer sur le terrain des économies d'énergie comme l'a rappelé le Premier ministre Wen Jiabao à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire de l'Assemblée nationale populaire en mars 2007.

Comme le montre cet article, même si la mobilisation de la société chinoise autour du réchauffement climatique est encore limitée, on assiste néanmoins depuis le début des années 2000, avec le relais des médias et de la SEPA (Agence pour la protection de l'Environnement), à une multiplication d'initiatives issues des milieux d'affaires, des ONG (organisations non gouvernementales), ou des associations d'étudiants. Par rapport au Protocole de Kyoto, la question du Mécanisme de développement propre (MDP) est celle qui a soulevé jusqu'à présent le plus grand nombre de débats et d'initiatives dans la société chinoise, notamment en raison du fait que la Chine a été le plus grand bénéficiaire, parmi les pays en développement, des transferts financiers issus du MDP et provenant des pays riches. Les ONG chinoises, avec l'aide déterminante des ONG internationales, ont lancé quelques initiatives visant à informer l'opinion chinoise et à modifier les comportements individuels en matière d'utilisation de l'énergie. Néanmoins, comme nous le montrons dans la dernière partie de cet article, leur action sur la question du réchauffement climatique reste encore entravée par de nombreux obstacles.

L'engagement de la SEPA et des médias dans la lutte contre le réchauffement climatique

De 2005 à 2007, la SEPA a fait souffler à trois reprises la « tempête de l'environnement » afin de montrer le caractère dramatique des problèmes écologiques dans la société et

l'économie chinoises. Toutefois, alerter l'opinion ne suffit pas. Le sentiment d'impuissance est souvent dominant face à ces dégradations sévères de l'environnement. Aussi, la mobilisation de l'opinion publique apparaît comme un élément capital pour initier des réformes visant à promouvoir un développement durable. En organisant la « Réunion consultative de Yuanmingyuan », la SEPA a voulu compléter son action d'information et de mobilisation en avançant des « Solutions provisoires pour l'engagement de l'opinion publique dans les questions relatives à l'environnement ».

Les médias ont également joué un rôle non négligeable. Une recherche à partir du mot clé « changement climatique » dans les archives du *Quotidien du Peuple* indique pas moins de 525 réponses, essentiellement des articles axés sur les conclusions de travaux scientifiques et de conférences internationales. D'autres recherches menées dans les archives des grands quotidiens chinois de 2000 à 2007⁽²⁾ font état de 3 315 documents traitant de sujets liés directement au réchauffement climatique. Néanmoins, Guo Peiyuan, PDG du réseau Responsabilité sociale et investissements des entre-

1. En 1990, le gouvernement chinois a organisé sous l'égide du Comité du Conseil des affaires de l'État en charge de la protection de l'environnement, une Commission de coordination sur le changement climatique. En 1998, le Gouvernement a également mis en place une Commission de coordination des mesures contre le changement climatique, comprenant un Comité de développement et de réformes, le ministère des Sciences et techniques, le ministère des Affaires étrangères, ainsi que 17 autres ministères et comités. Cette commission a été à l'origine de multiples travaux de recherche, de réglementation et de coordination concernant des mesures relatives au changement climatique.
2. Réseau chinois du savoir : <http://ckrd166.cnki.net/Grid20/Navigator.aspx?ID=3>.



Hong Kong, militants écologistes
devant le Consulat général des Etats-Unis

prises, estime que ce sont plutôt « des reportages factuels qui sont privilégiés. »

Suite à l'attention croissante portée par la communauté internationale à ce sujet, et parallèlement à la publication du rapport national d'évaluation sur le changement climatique en Chine, ainsi que du quatrième rapport du GIEC, la Chine a connu de novembre 2006 à aujourd'hui, sa période la plus intense de publication de reportages. Parallèlement au travail de recherche scientifique et de coopération internationale, on assiste actuellement à une réaction en chaîne entre plusieurs maillons que sont « le Gouvernement qui guide, les médias qui mobilisent, l'opinion publique qui s'engage. » Or, cette réaction en chaîne produit un effet « boule de neige » dans la prise de conscience de l'opinion publique et en faveur de son engagement.

Néanmoins, le Professeur Jiang Jiasi, directeur de la Fondation écologiste de l'Université de Pékin, en s'appuyant sur les rapports déjà existants, affirme qu'« à l'heure actuelle, la Chine discute plutôt de l'impact des bouleversements climatiques planétaires sur sa propre situation que de celui de la Chine sur le climat mondial. » Il considère qu'« il faut chan-

ger cela, car omettre l'influence qu'exerce le développement de la Chine sur le monde rendra difficile toute communication avec l'Occident. » La question du changement climatique relève en effet d'une responsabilité commune entre pays développés et pays en voie de développement. La Chine doit davantage prendre l'initiative pour engager sa responsabilité à l'échelle mondiale et gagner la reconnaissance et le soutien de la communauté internationale.

Le MDP comme catalyseur de l'action écologique

Au premier trimestre 2007, la Chine a déjà approuvé 344 projets entrant dans le cadre du MDP. La vitesse fulgurante du développement du MDP en Chine peut non seulement pousser à réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais également donner une impulsion très importante pour que l'opinion publique chinoise soit réellement consciente du problème du changement climatique. Lü Xuedu, expert du MDP, considère que ce dernier « est déterminant pour informer l'opinion publique, et tout particulièrement les mi-

lieux d'affaires, sur la protection de l'environnement. Le thème du changement climatique pénètre progressivement la conscience collective, à mesure que le MDP est appliqué. »

La Commission de coordination sur le changement climatique en Chine organise des sessions de formation deux à trois fois par an pour mettre au point un socle de compétences sur le MDP. Elle a déjà publié *Le mécanisme de développement propre en Chine*, ou traduit *Le mécanisme de développement propre*. Au cours de ce processus d'information, suite à l'engagement des chercheurs, des entreprises et des fonctionnaires, le MDP, qui n'était qu'un terme « connu seulement par les représentants aux négociations », est devenu un domaine essentiel de la recherche et une opportunité commerciale. Li Liyan, responsable de la Commission de coordination des mesures contre le changement climatique, témoigne qu'« au tout début, personne ne savait ce que nous faisons, nous devons consacrer tous nos efforts à la communication, à la fondation d'un socle de compétences, à la formation, pour que, progressivement, tout le monde comprenne ce qu'était le MDP ». Grâce aux profits générés par les projets MDP et à leurs effets bénéfiques concrets sur la population, le MDP a amené nombre de personnes à prêter davantage attention au changement climatique et à s'investir dans le combat. Cette évolution répond en partie à la critique adressée à la Chine dans un récent article du *New York Times*⁽³⁾, critique selon laquelle les projets MDP mis en place en Chine coûteraient très cher à la communauté internationale. Lü Xuedu apporte d'autres éléments de réponse et affirme que « c'est se méprendre sur la Chine, car les statistiques objectives de ses réductions d'émissions sont bien supérieures aux fonds reçus en récompense de l'application du MDP », et que « c'est un bienfait immense pour le monde que la Chine suive la voie d'une économie à faible consommation de charbon et du développement durable. »

Le soutien de la coopération internationale

Dans le *Bulletin sur le développement de la Chine*, Fu Tao explique que la Chine a vu naître deux sortes d'ONG dans le domaine de l'écologie : les unes créées par le haut et les autres par le bas, ces dernières étant désignées par le terme « caogen⁽⁴⁾ ». Le premier type relève d'organisations gouvernementales fondées par le gouvernement. Le second type s'organise comme un « lobby à but non lucratif » défendant le bien-être public. Il émane des élites et de ceux parmi la population qui ont conscience du désastre et se sentent citoyens. Par ailleurs, deux forces sont apparues en Chine

dans le domaine du changement climatique, l'une née de l'extérieur et l'autre de l'intérieur. La première est issue de la coopération internationale. La seconde s'appuie, quant à elle, sur l'essor des organisations écologistes et de l'utilisation d'Internet.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a signé un accord début 2001, intitulé « Programme de coopération entre la Chine et le Canada sur le changement climatique », qui comprend un important soutien financier. L'objectif ultime de ce programme est d'introduire en Chine les méthodes de pointe appliquées au Canada ainsi que son expérience en matière de réchauffement planétaire, et cela afin d'aider la Chine à faire face aux différentes facettes de ce problème. Les fonds octroyés par le programme s'élèvent à six millions de dollars canadiens (environ 31,5 millions de RMB). Le programme fait référence à la conscience citoyenne et à la communication, à la diffusion de l'information au niveau national, aux recherches sur les façons de s'adapter au changement climatique et à ses conséquences, et au MDP.

Gu Feng, responsable adjoint du Centre d'éducation écologique et de la communication sur l'environnement, rapporte que le Centre et le ministère de l'Environnement canadien avaient dès 2002 inauguré les pourparlers entre la Chine et le Canada sur le réchauffement climatique. Les négociations ont, entre autres, donné la responsabilité au Centre de faire appliquer les clauses du « Programme de coopération entre la Chine et le Canada sur le changement climatique » quant à l'éducation des citoyens et à la diffusion de l'information. Les enquêtes d'opinion, les documentaires télévisés sur le réchauffement climatique, les spots publicitaires d'intérêt public ainsi que les brochures de vulgarisation délivrées par l'État constituent les axes essentiels du programme.

En outre, différents accords dans le domaine du réchauffement climatique unissent la Chine et, respectivement, le Royaume-Uni, l'Europe et la France, à des niveaux variables. Ces accords stipulent un soutien à la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique, ainsi que le lancement du programme MDP dans quatre provinces du sud-ouest de la Chine. Dans les programmes internationaux, la coopération se décline en sessions de formation, séminaires de recherche, enquêtes d'observation, stages de courte durée, soutien technologique, collaboration planifiée, recherches expérimentales, etc. Le lancement et le

3. « Outsize Profits and Questions in Effort to Cut Warming Gases », *New York Times*, 21 décembre 2006.

4. Traduction chinoise de l'appellation anglaise « grassroots ».



Pékin, militant de Greenpeace en lutte contre le réchauffement climatique

développement de programmes de coopération internationale ont permis la constitution d'un groupe assez important d'experts et d'agents en Chine, tout en accroissant les échanges et la coopération entre les deux parties en matière de développement durable et de réchauffement climatique.

Récemment, le Centre d'échanges scientifiques et technologiques chinois relevant du ministère des Sciences et techniques a lancé la campagne du « climat cool » de pair avec le British Council. Ils projettent de faire passer l'opinion publique du stade de la prise de conscience à celui d'un investissement actif, par l'organisation d'actions de 2007 à 2009 : classes de recherche et d'étude à destination des médias pour l'écriture de reportages sur le changement climatique, promotion d'ouvrages journalistiques en chinois et en anglais sur la question, projets de vulgarisation ou de présentation du problème par des représentants de la jeunesse, enquêtes sur la consommation durable ou sur le marché de l'environnement, présentations de projets d'étude anglais sur la consommation durable, programmes pour la jeunesse du « climat cool ».

Pour les ONG chinoises, leurs homologues internationaux

sont les fers de lance de l'action contre le changement climatique en Chine. Greenpeace, qui a ouvert une antenne en 1997 à Hong Kong, ainsi qu'un bureau de liaison à Pékin, a fait de « arrêter le réchauffement climatique et développer les énergies renouvelables » un de ses cinq grands programmes d'action en Chine. WWF China a également lancé toute une série d'actions de lobbying, de campagnes d'information et d'éducation. La WWF a placé les questions du climat et des ressources énergétiques au centre de son programme pour la Chine. Lors du lancement du « Dialogue Chine-Monde » en 2006, des articles bilingues, parfois très critiques sur la situation chinoise ont rapidement exercé une certaine influence. L'entrée de ces ONG internationales, en raison de leurs multiples contacts et de leurs vastes réseaux au niveau mondial, en même temps que leur capacité relativement grande à réunir des fonds, à organiser des manifestations et à lancer des campagnes d'information, a permis d'encourager l'engagement de l'opinion publique et d'aller jusqu'à influencer sur certains points le gouvernement chinois dans le processus de négociation internationale.

Un timide essor des ONG écologistes chinoises

D'après le ministère des Affaires civiles, à la fin de l'année en 2006, on comptait 346 000⁽⁵⁾ ONG chinoises. Jusqu'à ce jour, aucune ONG spécialisée dans le réchauffement climatique n'a vu le jour. D'après la liste en ligne des ONG environnementales diffusée par le *China Development Brief*⁽⁶⁾, 15 ONG sur 178, classées en fonction de leur champ d'action, citent la question du changement climatique parmi leurs préoccupations. Parmi elles, on trouve notamment des GONGO⁽⁷⁾ comme la Fondation pour la protection de l'environnement en Chine et l'Union chinoise pour la protection de l'environnement. Tous ces organismes ou associations mêlent leurs travaux liés au réchauffement climatique à d'autres tâches dédiées à la protection de l'environnement, tout comme ils traitent rarement le problème de façon indépendante.

Quelques initiatives ont été lancées ces dernières années par les ONG sur la question du réchauffement climatique. En 2005, la campagne « Pour l'air conditionné à 26°C » initiée par une ONG, s'est propagée dans la ville de Pékin. Le signal d'alarme qu'elle a lancé s'apparente à celui de « Coupez l'électricité 5 minutes » dans des villes comme Paris. Selon des estimations, si l'ensemble des climatiseurs des édifices pékinois était réglé à 26°C, la consommation d'électricité pourrait être diminuée cet été de 300 millions de kilowatts heure au minimum, la charge d'électricité à produire d'environ 10%, ce qui permettrait d'économiser ainsi 15 millions de yuans. En termes de protection de l'environnement, cela se traduirait par une diminution des émissions de dioxyde de soufre de 1 200 tonnes et de celles de dioxyde de carbone de 250 000 tonnes. À l'origine d'une autre initiative, Liao Xiaoyi, gérant du Global Village de Pékin, a fait distribuer en 2006 des brochures de sensibilisation aux économies d'énergie dans des quartiers résidentiels, visant à éduquer l'opinion publique sur les énergies renouvelables. Le livret est constitué de 12 petites cartes imprimées sur du papier recyclable, avec une inscription sur chacune, décrivant les 12 gestes à observer. C'est un message facile à comprendre extrait du *Classique en trois caractères des économies d'énergie* : 18° en hiver, 26° en été, réduisez l'air conditionné, changez vos ampoules, prenez les escaliers, pas d'appareils en veille, déplacez-vous en deux roues, prenez les transports en commun, réduisez vos émissions, diminuez votre consommation d'essence, achetez de l'électricité verte, faites confiance aux marques bio. Les étudiants ont commencé également à organiser quelques initiatives autour du

réchauffement climatique à l'image du Club MDP de l'Université de Pékin, premier groupe d'étudiants dans l'enseignement supérieur à s'intéresser spécifiquement à cette question. Le responsable de l'association raconte que les étudiants intéressés par ce problème se sont rassemblés autour du mot d'ordre, « il faut agir pour changer les choses ». Un de leurs plans d'action est d'inventorier les émissions de polluants à l'Université et de les faire réduire pour un campus vert.

Bien que vouées à se développer, les actions des ONG chinoises restent pour le moment limitées à quelques initiatives isolées malgré une prise de conscience croissante dans la population du problème du réchauffement climatique. Le manque de moyens humains et financiers, les obstacles socio-politiques structurels affectant le développement de toutes les ONG en Chine, et le manque de mise en réseau, expliquent le caractère encore limité de ces actions sur la question du réchauffement climatique.

Les obstacles à un engagement plus significatif de la société chinoise

La complexité technique des questions liées au réchauffement climatique

Par rapport à d'autres sujets environnementaux, celui du changement climatique est beaucoup plus technique, ce qui a exigé de la part des médias et des ONG une plus grande précision. Chacun des quatre rapports d'évaluation du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) dépasse les 300 pages, engage des milliers de spécialistes et croise différentes périodes de l'histoire géologique. Les ONG travaillant sur l'environnement doivent résoudre le problème de savoir comment digérer et synthétiser les analyses des experts.

À l'occasion de la tenue le 10 mars 2007 d'une formation sur le réchauffement climatique organisée pour les médias par l'ambassade du Royaume-Uni, Gu Hepeng, responsable de la zone Chine du Réseau science et développement, a calculé que les journaux du Parti communiste ont publié quatre fois plus d'articles sur le changement climatique que les journaux économiques. Par ailleurs, alors que les repor-

5. <http://www.china.org.cn/english/news/198832.htm>.

6. <http://www.greengo.cn>.

7. Government Operated Non Governmental Organization.

tages en Chine concernent majoritairement les faits avérés et consensuels, à l'étranger, ils s'orientent plutôt vers des faits controversés. Les articles chinois s'inspirent rarement d'exemples liés à la situation domestique. De même, seulement 20% des reportages chinois citent des scientifiques chinois, alors qu'à l'étranger presque tous les reportages s'appuient directement sur des experts nationaux.

Par conséquent, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi il est peu courant de voir des reportages perspicaces sur le changement climatique, ou pourquoi les médias manquent toujours manifestement d'esprit scientifique et n'offrent que peu de garanties en matière de vulgarisation. Les médias chinois concentrent essentiellement leur attention sur les conséquences d'événements climatiques extrêmes, à l'instar du doux hiver de Pékin, de la sécheresse à Chongqing ou de la grosse tempête de neige à Shenyang. Ils s'attachent aussi à publier de préférence les conclusions de rapports tel que le *Rapport national d'évaluation sur le changement climatique*, ou les conclusions et les avancées des dernières recherches chinoises et étrangères. Sans sous-estimer leur rôle dans la familiarisation du grand public avec les questions liées au réchauffement climatique, leur influence demeure encore limitée.

Les limites dans le contenu et la coordination des actions des ONG

Pour l'heure, le travail des ONG se borne en grande partie à relayer de l'information et à organiser des forums. Mais les initiatives restent dans le domaine des discours généraux plutôt que d'être consacrées à constituer des réseaux et à lancer des initiatives coordonnées de grande ampleur. Bien que ce travail soit capital pour qu'une réelle prise de conscience se produise dans la population chinoise, l'investissement populaire vis-à-vis du changement climatique restera lettre morte si ne sont pas mis en place de vastes programmes d'actions coordonnés entre les différentes ONG travaillant sur cette question.

En outre, les ONG chinoises font souvent l'objet de critiques pour « leur enthousiasme débordant, mais leurs insuffisantes compétences ». En raison de restrictions structurelles d'ordre politique, les ONG écologistes demeurent limitées sur le plan légal ainsi que dans leur capacité à rassembler des ressources financières. Enfin, leur dépendance à long terme vis-à-vis de l'aide financière internationale mine la légitimité de leurs efforts à se structurer sur le plan national. Parallèlement, du fait de la hausse considérable du nombre de ce type d'organisations, le nombre d'ONG œuvrant dans

le même domaine fait obstacle, dans une certaine mesure, à la mise en place d'une coordination. La plupart des ONG se font concurrence auprès des donateurs potentiels et travaillent de manière isolée. Ce champ d'action limité et les faibles ressources font que la plupart des ONG chinoises ne peuvent pas participer à des conférences internationales et ont encore plus de mal à influencer le gouvernement sur les questions relatives au réchauffement climatique.

En ce qui concerne l'opinion publique, un nombre croissant de personnes est conscient du problème du réchauffement climatique, et considère même que c'est un problème de taille. Cependant, lorsque la question est posée directement aux individus sur ce qu'ils pourraient faire de leur propre chef pour lutter contre le réchauffement climatique, la plupart des enquêtes montrent que la majorité des interviewés répondent de manière évasive et embarrassée comme si ce problème ne les touchait pas de près. Aussi, certaines personnalités comme Zhang Kejia, journaliste de renom au *Journal de la jeunesse chinoise*, milite pour une prise de conscience individuelle et demande à chacun « de calculer ses propres émissions de dioxyde de carbone et d'évaluer intuitivement et facilement sa propre influence sur le réchauffement climatique, afin d'opter ensuite pour un mode de vie et un travail plus respectueux de l'environnement. »

Réseaux citoyens et actions communautaires au cœur des actions à venir

Le réseau le plus vaste sur Internet dans le domaine du réchauffement de la planète, le Réseau d'action pour le climat (CAN)⁽⁸⁾ regroupe plus de 300 organisations écologistes représentant huit grandes régions de la planète. Il concentre ses initiatives sur la baisse des températures et l'adaptation au changement climatique, encourage l'action des gouvernements et l'action individuelle, replace le changement climatique d'origine humaine dans le cadre du développement durable. Il contribue à l'harmonisation des échanges d'informations sur les mesures climatiques prises aux niveaux international, régional ou national et sur les problèmes rencontrés ; il expose les choix et les prises de position quant aux politiques suivies ; il fait progresser la coopération ; il promeut les campagnes des ONG qui visent à lutter efficacement contre le réchauffement planétaire. En raison de son puissant réseau, le CAN dispose du pouvoir de « faire la pluie

8. Connue sous son acronyme anglais, CAN : Climate Action Network.

et le beau temps » dans le domaine du changement climatique : il rassemble des dizaines de milliers de personnes de différentes régions lors des manifestations, influence les processus de négociations, et va même jusqu'à élire les voitures les plus respectueuses des normes d'émissions de polluants. À l'heure actuelle, la Chine dispose elle aussi d'une Union chinoise écologiste, de salons de journalistes sur l'environnement, de journalistes spécialisés dans les énergies et l'environnement, de forums de coopération entre organisations étudiantes écologistes et autres forums sur l'environnement organisés par des étudiants du monde entier, ainsi que d'organisations en réseau issues de fédérations et de forums. Quelques contacts ont été développés avec des réseaux étrangers. Cependant, ces organisations communiquent assez peu entre elles et entretiennent même parfois des relations conflictuelles. Aucun organisme d'échange et de partage d'informations n'a été encore mis sur pieds en Chine et aucune organisation militante efficace n'a encore vraiment vu le jour. Une mise en réseau à l'image du CAN permettrait à la Chine d'affronter la question du changement climatique à partir de bases plus solides.

Parallèlement au développement des réseaux, le renforcement du rôle des médias et l'intégration de la problématique

du réchauffement climatique dans l'éducation constituent des axes majeurs pour les futures actions organisées par la société. Liang Ruoqiao, responsable de la communication au bureau pékinois de Greenpeace, insiste sur l'importance de former les médias car ils sont la « quatrième puissance » et les plus efficaces pour éduquer l'opinion publique. Le film d'Al Gore, *Une vérité qui dérange*, illustre à quel point les médias peuvent jouer un rôle éducatif de premier plan auprès de la population sur la question du réchauffement climatique. Sur le plan de l'éducation, les manuels scolaires des écoles du primaire et du secondaire, ainsi que les cursus de l'enseignement supérieur devront également faire une large place à la question du réchauffement climatique.

En dernier lieu, l'action associative promue par les ONG devra continuer à se développer. À l'image de la campagne « Pour l'air conditionné à 26°C » lancée en 2005 ou de celle promu par le Club MDP de l'Université de Pékin, intitulé « Campus vert », l'action associative stimule la participation citoyenne et joue un rôle éducatif puissant auprès de la population. Toutefois, l'implication du gouvernement sera nécessaire pour garantir un environnement plus favorable au développement de ce type d'action. •